

La ville totalitaire

Miguel Amorós

mars 2005

« Nous devons être persuadés que la nature du vrai est de percer quand son temps est venu, et qu'il se manifeste seulement quand ce temps est venu ; c'est pourquoi il ne se manifeste pas trop tôt et ne trouve pas un public sans maturité pour le recevoir [...] »

G. W. F. Hegel, *Phénoménologie de l'esprit*, Préface.

Au cours des années 1990, une série de changements sociaux ont eu lieu après une lente gestation dans les années antérieures. Ils annonçaient l'avènement d'une nouvelle époque bien plus inquiétante que les précédentes. Le passage d'une économie fondée sur la production à une économie de services, l'empire de la finance se situant au-dessus des États, la déréglementation des marchés (y compris celui du travail), l'invasion des nouvelles technologies et l'artificialisation de l'environnement vital qui en découle, l'essor des moyens de communication unilatérale, la marchandisation et le repli sur la sphère de la vie privée, l'augmentation des formes de contrôle social totalitaire sont des réalités nées sous la pression de nouvelles nécessités imposées par un monde où règnent des conditions économiques mondialisées.

Celles-ci peuvent se résumer en trois points : l'efficacité technique, la mobilité accélérée et le présent perpétuel. Le plus surprenant dans ce nouvel ordre créé n'est pas la rapidité des changements ou la destruction de tout ce qui lui résiste, y compris la façon de sentir, de penser ou d'agir, mais l'absence d'opposition significative. On dirait que les changements constants ont effacé la mémoire de la classe ouvrière et invalidé son expérience, ses références, le critère et les autres bases de l'objectivité et de la vérité, empêchant que les travailleurs tirent les conclusions implicites de leurs défaites. En outre, ces changements ont pulvérisé cette même classe ouvrière en dissolvant toutes les relations entre individus et l'ont convertie en *un troupeau aveugle*. Ce qui est certain, c'est que l'adaptation aux exigences de la mondialisation requiert d'en finir avec les fondements mêmes de la conscience historique, avec l'idée de classe elle-même. Pour que les masses soient des exécutrices involontaires des lois du marché mondial, elles doivent être atomisées dans un mouvement continu et submergées par un interminable présent gorgé de nouveautés *ad hoc* prêtes à être consommées.

Les villes, à la démographie déjà stagnante, ont subi un processus de destruction-reconstruction sans précédent dans l'histoire. Ce processus est particulièrement intense en Espagne, où actuellement le pourcentage des logements construits avant 1940 est plus faible que celui de l'Allemagne, pays pourtant dévasté par les bombardements massifs de la Seconde Guerre mondiale. La voracité des intérêts immobiliers a été telle que le degré de destruction atteint est supérieur à celui d'une guerre sans merci. Avec pour conséquence la perte irréversible de leur identité, les villes sont en passe de devenir les calques d'une seule et même ville, ou pire, les parties d'une seule mégalopole tentaculaire, un nœud du réseau financier mondial. Selon le dynamisme dont le territoire fait preuve, il peut être réorganisé fonctionnellement (comme en Catalogne), ou bien vidé (comme en Aragon) ou encore rempli (comme au Pays basque).

Dans l'occupation de l'espace, le pouvoir joue sa carte majeure et le nouvel urbanisme devient la technique idoine pour instrumentaliser l'espace, en désamorçant les conflits présents et en effaçant la mémoire des anciens combats. Ainsi se crée un nouveau mode de vie uniforme, dépendant des machines, surveillé, frénétique, dans un climat existentiel amorphe que les dirigeants appellent le « futur ». La nouvelle économie oblige à de nouvelles habitudes, à de nouvelles manières d'habiter et de vivre, incompatibles avec l'existence des villes & *avant* et les mœurs des habitants qui les peuplaient. Cette nouvelle conception de la vie fondée sur la consommation, le mouvement et la solitude, c'est-à-dire l'absence totale de relations humaines, implique une artificialisation sanitaire de l'espace réalisée au moyen d'une restructuration à partir de paramètres techniques. La technique va toujours au-devant de l'idéal, à moins qu'elle ne soit elle-même l'idéal. Les dirigeants de n'importe quelle ville parlent tous la langue de l'innovation techno-économique incessante : « une ville ne peut s'arrêter », elle doit « se réinventer », « se rénover », « se refonder », « se renouveler », « se rajeunir », etc., tout ce qui obligera à « monter dans le train de la modernité », « promouvoir le rôle des nouvelles technologies », « développer le parc d'entreprises », « améliorer l'offre culturelle et ludique », « construire de nouveaux hôtels », posséder une gare de train à grande vitesse, élever de « nouveaux bâtiments emblématiques », imposer une mobilité « durable » et bien d'autres fadaïes. Les plans généraux d'aménagement urbain requalifieront les terrains industriels et donneront carte blanche à la construction de fourmilières. Les modifications et les plans partiels ont ensuite favorisé les opérations spéculatives comme les projets Forum 2004, la Coupe de l'America, l'Expo 2008, le IV^e

centenaire de *Don Quichotte* ou les Jeux olympiques de 2012. Les bulles immobilières qui ont stimulé l'économie et financé les plans de développement signifient un énorme transfert d'argent public vers les constructeurs. Pour cela, l'adjudication discrétionnaire des offres publiques est une arme politique, car elle sert aussi à financer les partis et à enrichir leurs dirigeants et les intermédiaires (10 % des coûts disparaissent en pots-de-vin). Les projets spéculatifs « privés » sont au moins aussi importants, sinon plus. Quatre-vingts pour cent des recettes des mairies sont en rapport avec l'immobilier, principal marché des capitaux du pays. Ainsi, bien que la population vieillisse et diminue, 650 000 nouvelles maisons ont été construites et vendues l'année dernière, opérations immobilières dont beaucoup sont en rapport avec le blanchiment d'argent. *Le spectacle de l'urbanisation à plein gaz est toujours accompagné de la spéculation et de la corruption sans entraves.*

La prétendue « crise budgétaire de l'État » a permis l'exploitation des « potentialités » urbaines menée à l'initiative des promoteurs, des politiciens locaux et des architectes (faire de l'architecture, c'est être en accord avec la politique de transformation totalitaire des villes). Cette unification par la base de la classe dominante a eu des conséquences plus graves que la corruption et la fraude. Les dirigeants ont bien compris qu'avec cette urbanisation prédatrice naissait une nouvelle société plus déséquilibrée qui comportait un nouveau type d'humanité, fragile, narcissique et déracinée. L'architecture et l'urbanisme sont les outils de fabrication du *cocooning* de ce nouveau type : un citoyen docile, libéré de l'effort des relations de voisinage, automobiliste et contrôlable. Comme il s'agit d'un processus qui n'en est qu'à son stade initial, tous les moyens doivent être mis en place pour cet unique objectif. La nouvelle société ne pouvait se développer ni dans les villes franquistes semi-compactes avec des centres historiques non muséifiés et des quartiers populaires dans leurs faubourgs, ni dans les villages ruraux avec leur agriculture de subsistance. Dans ces lieux survivaient des liens de sociabilité qui permettaient encore des actions collectives à des fins communes en reproduisant un rapport social étranger aux valeurs dominantes.

Des espaces structurés au service de la circulation économique étaient indispensables pour éliminer ces liens, effacer la mémoire du passé et concentrer les nouvelles valeurs de la domination. Ce sont les conurbations, zones nées de la fusion désordonnée de différents noyaux de population et formant des agglomérations dépendantes et hiérarchisées de dimensions notables que les techniciens nomment « systèmes urbains ». Des habitants atomisés, déstabilisés émotionnellement avaient besoin d'une sorte d'immense self-service urbain, d'une frénésie fabriquée où tout ne fût que mouvement et consommation ; en somme, d'une ville phagocytaire, disloquée organiquement et dissociée de son environnement, aussi indifférente à la fourniture de l'eau ou de l'énergie qu'elle consomme qu'au sort de ses déchets. Les résidus peuvent être source de bénéfices, comme le sont déjà la pénurie d'eau et le transport de l'énergie (il existe un marché de la pollution sur les émissions de CO₂), mais ils sont surtout source d'inspiration, comme le dit Franck Gehry, un architecte du pouvoir qui a débuté en construisant des *shopping malls* (centres commerciaux). Les écologistes et les citoyennistes ont apporté leur langage ; c'est pourquoi les politiciens, animés des meilleures intentions, déclarent « vert » et « durable » tout ce qui comporte un coin de verdure, ne provoque pas d'embouteillages et laisse entrer le soleil (ils parleraient d'« écomonuments », s'ils le pouvaient).

Les architectes ont élaboré des plans de « réhabilitation » des centres dégradés, fondés sur le déclassement du plus grand nombre possible de bâtiments en piétonnisant les rues pour les adapter au tourisme. De nouvelles autoroutes, de nouvelles extensions portuaires et de nouvelles pistes d'atterrissage doivent installer la ville sur la carte de la « nouvelle économie », ce à quoi le monde des dirigeants travaille sans répit. Chaque année on construit dans le pays vingt-quatre centres commerciaux, cathédrales de la rédemption consummatrice, visités par plus de 23 millions de compatriotes. Il arrive parfois que le citoyen soit un peu retardataire à cause des souvenirs d'un passé pas si lointain, et qu'il éprouve de la difficulté à voir le confort et la beauté des nouvelles « machines à vivre » (ou éco-appartements) et leurs emblèmes monumentaux. Mais ces nouvelles formes construites avec de « nouveaux matériaux », qui s'érigent « sans travail des enfants », en employant de nouvelles techniques « respectueuses de l'environnement », sont en réalité fondées sur l'atomisation, le déplacement constant et la vidéosurveillance ; ce que traduisent précisément les nouvelles relations sociales. *Le nouvel habitat citadin est une espèce de moule, ou plutôt un appareil orthopédique qui sert à redresser l'homme nouveau.* De sorte que, vivant dans un tel milieu, l'homme artificiel du présent devienne l'homme déraciné du futur.

Le paradigme du nouveau style de vie dans ces unités d'engraissement que l'on appelle les villes est celui des cadres dirigeants que les vedettes du spectacle exhibent sur les écrans. Rien à voir avec le vieux style bourgeois, orienté vers l'opulence et au seul bénéfice d'une minorité. Le nouveau style ne vise pas à prendre du plaisir, mais à se montrer. La ville est maintenant un spectacle dont la traduction urbaine se manifeste plus particulièrement dans les monuments. Les édifices monumentaux typiquement bourgeois sont intégrés dans un environnement élitiste, définissant le secteur dominant de la ville. Tant pour les maisons que pour les grands magasins ou les gares, l'architecture bourgeoise a toujours hiérarchisé le réseau urbain là où elle se trouvait. L'architecte bourgeois « embourgeoise » l'espace, mais ne le détruit pas.

Toutefois, cela ne s'est pas passé ainsi avec l'architecture franquiste dans les années 1960, car elle était soutenue par une industrie de la construction naissante et par une spéculation importante. Les édifices franquistes, conçus non comme des parties d'un ensemble, mais comme un bâtiment singulier (et un négoce particulier), ont disloqué l'espace urbain ; ils étaient comme des objets étranges incrustés dans des quartiers étrangers, et rompaient la trame au point de les désorganiser et de les désertifier. *C'étaient des monuments à la gloire de l'amnésie* et non du souvenir, et avec lesquels la ville effaça son authenticité et son histoire et se révéla transparente et vulgaire.

La nouvelle architecture, pourvue de moyens beaucoup plus puissants, amplifia les effets de superficialité et devint « uricide ». Quelques bâtiments « de marque », et nous voyons l'identité de la ville réduite à un logo et encore plus fragmentée qu'avec le chaos automobile. En morceaux et remplie de touristes. Héritière de l'architecture fasciste, la nouvelle architecture exalte le pouvoir en soi, qui est aujourd'hui celui de la technique. De style réellement particulier, elle n'en a pas. Elle cherche à découper l'espace géométriquement, à mécaniser l'habitat, à standardiser la construction, à imposer l'angle droit et le cube. Le modèle est celui des aéroports, en fonction desquels les nouvelles villes devront s'ordonner. Dans le futur, elles constitueront une prolongation du complexe aéroportuaire, dont l'axe principal sera la ligne ferroviaire à grande vitesse. Le réalisme désincarné de ce que l'on a appelé « style international » en est venu à être le plus approprié, mais il exprimait peut-être trop crûment la réalité du processus en cours, si bien que les dirigeants, en péchant dans le verbiage architectural, lui ont préféré une architecture « d'auteur » pour les édifices spectaculaires qui ont marqué les débuts des ambitieuses restructurations urbaines : le Guggenheim de Bilbao, la tour Agbar de Barcelone, la gare des Délices de Saragosse, le Kursaal de Saint-Sébastien, l'Auditori de Valence... dont le mieux que l'on puisse dire est que quand ils brûleront, ce sera grandiose.

Les politiciens et les hommes d'affaires qui impulsent les changements aspirent à ce que les villes leur ressemblent ou qu'elles soient conformes à leurs ambitions, ce qui implique la construction de bâtiments extravagants et gigantesques, susceptibles, par leurs dimensions, de traduire la puissance du pouvoir et l'ampleur de l'émotion mercantile de leurs promoteurs. Cette volonté de trouver une expression monumentale du nouvel ordre établi ne néglige pas les aspects plus spectaculaires, comme le design, qui peuvent contribuer à grossir les bénéfices. Nous sommes dans la période romantique de l'ordre nouveau, et celui-ci a besoin de symboles architecturaux, non pour que ses dirigeants vivent à l'intérieur, mais pour représenter les idéaux de la nouvelle société mondialisée. Au travers de la verticalité et du design, les dirigeants poursuivent non seulement l'exploitation maximale du sol constructible ou la neutralisation de la rue, mais également l'exaltation des idéaux profilés par la technique et la finance.

Les principales caractéristiques définissant le nouvel ordre urbain sont la destruction de la campagne, les ceintures d'asphalte, l'aménagement en zones spécialisées, la suburbanisation croissante, la multiplication des espaces neutres, la verticalisation, la dégradation des individus et la technovigilance. L'architecture du bulldozer, typique de l'ordre nouveau, naît de la séparation entre le lieu et la fonction, entre le logement et le travail et entre l'approvisionnement et le loisir. Les restes de l'ancienne unité organique effondrés, la ville perd ses contours et le citoyen est contraint de parcourir de grandes distances pour effectuer une quelconque activité, en dépendant totalement de la voiture et du téléphone portable. La circulation, fonction séparée et autonome, est la plus influente des déterminations de la nouvelle morphologie des villes. Habitées par des gens en mouvement, celle-ci sont consacrées à l'utilisation généralisée de l'automobile. La voiture, ancien symbole de standing, est maintenant la principale prothèse qui relie l'individu à la ville. C'est la véritable habitante de la ville. Il est remarquable que la supposée liberté de mouvement qu'elle devait offrir à l'utilisateur est en réalité la liberté de

circuler sur le territoire de la marchandise, la liberté d'accomplir les lois dynamiques du marché. Pour le dire d'une autre manière, l'automobiliste ne peut pas circuler en *sens contraire*.

La place dans l'échelle sociale se révèle dans la hiérarchisation du territoire produite par l'expansion illimitée de la ville : les travailleurs habitent à l'extérieur dans les premières et deuxième couronnes ; les pauvres et précaires ou sans-papiers logent dans les ghettos, les dirigeants vivent dans le centre ou les zones résidentielles de luxe, tandis que la classe moyenne réside entre les uns et les autres. L'espace urbain ouvert est occupé par des zones vertes neutres et des espaces vides ensoleillés, tandis que *la rue disparaît en tant que lieu public*. L'espace public dans son ensemble a été neutralisé en perdant sa fonction de lieu de rencontres et de relations (lieu de liberté) et s'est transformé en décor mort qui accompagne l'agglomération et isole ses parties (lieu de déconnexion). L'espace ne sert pas à aller à contre-courant ou à s'arrêter, mais seulement à contenir la foule dans un mouvement dirigé.

Les processus de dispersion et d'atomisation provoqués par l'installation de la logique des machines dans la vie quotidienne se reconnaissent dans le traitement que l'architecture moderne inflige aux individus. Ceux-ci sont considérés comme une somme de constantes psychobiologiques, une espèce d'êtres aux vertus mécaniques. La maison cesse d'être le produit artisanal dont rêvent les acheteurs de HLM à l'horizontale pour devenir un produit industriel avec des formes conçues expressément pour englober des locataires dont on aura au préalable simplifié les besoins : travailler, circuler, consommer, se divertir et dormir. Elle doit être complètement close (tendance à supprimer les balcons, à rapetisser les fenêtres et à blinder les portes) et équipée d'appareils pour satisfaire autant l'obsession de sécurité de l'habitant apeuré que la nécessité d'autonomie exigée par son intimité malade et exclusive. Dans les habitations, les aspects communautaires doivent être réduits au minimum, de sorte que personne ne connaisse personne et reste dans sa sphère privée ; les anciennes fonctions sociales de voisinage doivent essayer de se convertir en fonctions techniques susceptibles d'être assumées individuellement ou par le biais de professionnels. *La maison est une cellule parce que la société est devenue une prison*. Les blessures que la société de masse inflige à l'individu sont de véritables indicateurs du mensonge dominant. Le manque d'intégration de l'individu dans son milieu est réellement traumatisant : la perte de références communes, l'anonymat et la peur conduisent à la déstructuration sociale des comportements, au manque de solidarité, à la névrose sécuritaire et aux comportements dysfonctionnels extrêmes, à tout ce qui ouvre les portes à des pathologies comme l'obésité, la boulimie, l'anorexie, les addictions, la consommation compulsive, l'hypocondrie, le stress, la dépression et les syndromes modernes. Toute la névrose de l'homme moderne pourrait se résumer en faisant une moyenne entre les symptômes de l'homme enfermé et ceux de l'homme en situation de grande promiscuité, fan d'une vedette du rock ou supporter d'une équipe de football. Si l'on ajoute à cela le désir d'être éternellement jeune engendré par la panique de vieillir et une agressivité croissante envers ce qui est différent, nous avons ce que Wilhelm Reich a qualifié de *peste émotionnelle* : la base de la psychologie de masse du fascisme. En outre, le corps humain souffre des agressions constantes d'un environnement urbain malsain où la pollution, le bruit et les ondes de la téléphonie se cumulent avec l'alimentation industrielle et la consommation d'anxiolytiques, causes d'allergies, de cardiopathies, d'immunodéficiences, de diabète ou de cancer, toutes les maladies modernes typiques qui démontrent l'état de décadence physique d'une population aux habitudes de vie pathogènes, que ni les régimes « vus à la télé », ni les aménagements d'espaces verts, ni le tri sélectif des déchets ne peuvent changer. *La ville nous rend tout à la fois malades, névrosés et fascistes*.

Les dirigeants démocratiques ont obtenu par les moyens techniques ce que les régimes totalitaires ont atteint par des moyens politiques et policiers : la massification par l'isolement total, la mobilité incessante et le contrôle absolu. La ville contemporaine représente un totalitarisme doux, parce qu'elle est la réalisation de l'utopie nazi-stalinienne sans goulags, sans nuit des longs couteaux ; avec à peine un durcissement de la loi. Nous assistons au déclin des moyens du contrôle social représentatifs de l'époque bourgeoise classique. La famille, l'usine, la prison constituaient les moyens de répression susceptibles d'intégrer ou de réintégrer les individus dans la société de classe ; l'État du « bien-être » allait y ajouter l'école, le syndicat et l'assistanat social. Dans la phase supérieure de la domination dans laquelle nous nous trouvons, le système répressif est coûteux et inefficace, car le but n'est plus l'insertion ou la réadaptation de la dangerosité sociale, mais sa neutralisation et sa contention. Pour la première fois, on part du principe que des pans entiers de la population ne sont plus assimilables : les exclus ou auto-exclus du marché, facilement identifiables comme les jeunes, les immigrés, les précaires, les

mendiants, les toxicomanes, les minorités religieuses... catégories de population dont le potentiel de dangerosité sociale doit être détecté, isolé et géré. On ne poursuit pas seulement l'infraction à la loi, mais également la volonté présumée de la violer. C'est ainsi que le traitement de l'exclusion sociale ou de la protestation qu'elle produit laisse les considérations politiques de côté et devient directement répressive. En dernière extrémité, tout le monde est un délinquant potentiel, *la question sociale se convertit en question criminelle*, conversion à laquelle contribuent une série de lois, de réformes ou de décrets qui piétinent et suspendent les droits et qui introduisent un état d'exception à la carte. Par exemple, la création de la figure juridique du « suspect » couvrira légalement les listes noires, la prison sans jugement et l'expulsion arbitraire. Ainsi s'achève la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire l'indépendance formelle entre le gouvernement, le Parlement et la justice. Alors s'instaure une guerre civile de basse intensité qui permet la répression cachée de la population mal intégrée, c'est-à-dire « suspecte ». Les effets sur la ville sont importants, puisqu'une surveillance proprement carcérale s'étend sur toutes ses rues.

D'abord, ce sont les banques, les centres commerciaux, les lieux de loisirs, les édifices administratifs, les gares, les aéroports, etc., qui mettent en œuvre des systèmes de sécurité et d'identification compliqués en installant des caméras de vidéosurveillance ; ensuite, ce sont les lieux de travail qui sont surveillés pour empêcher les vols et les sabotages des employés ; finalement, c'est tout l'espace urbain qui est soumis au contrôle. Et les voisins, encouragés par les mairies, y contribuent en dénonçant les conduites qu'ils jugent inciviques. Tous les prétextes sont bons pour que la ville « s'habitue » à cette ambiance carcérale : les terroristes, les tueurs en série, les pédophiles, les délinquants juvéniles, les étrangers sans papiers, jusqu'aux ivrognes ou aux fumeurs. Tout cela pour calmer l'hystérie des citoyens favorisée par les moyens de communication. Si la famille ou le syndicat entre en crise en tant qu'outil disciplinaire, d'autres instruments de contention et de garde connaissent un essor sans précédent : le système d'enseignement, le complexe carcéral et le ghetto. La scolarisation extensive et prolongée est la meilleure manière de parquer et de domestiquer la population des jeunes. La prolifération des modalités d'emprisonnement et de liberté « surveillée » fait ce qu'il faut pour le traitement de la population incivique et désobéissante. Enfin, le prix élevé du logement et le *mobbing* éloignent la population des indésirables des scènes centrales où règne la *tolérance zéro*, pour la concentrer dans des banlieues abandonnées à elles-mêmes. De tout ce qui précède, on ne prendra pas beaucoup de risques à déduire que *l'ordre, dans les nouvelles métropoles où personne ne peut se dissimuler, est un ordre totalitaire, fasciste*.

La lutte pour la libération de l'espace est une lutte frontale contre sa privatisation et sa marchandisation ; elle se déroule, comme nous l'avons déjà dit, dans des conditions fascistes. Ces conditions génèrent une situation très difficile pour les partisans de l'expropriation et de la gestion collective de l'espace ; en revanche, elles favorisent ceux qui préfèrent décorer, pallier ou administrer leur dégradation. *Toutefois, la reconstruction d'une communauté libre dans un cadre de relations fraternelles et égalitaires dépend absolument de l'existence de circuits étrangers au capital et à la marchandise, c'est-à-dire d'un territoire qui doit être soustrait au marché et où la population exclue puisse s'établir et se protéger*. Les luttes précédentes contre le capital ont toujours disposé de zones extérieures et opaques. Actuellement, ce n'est plus le cas. Par conséquent, il est nécessaire de les créer, mais de ne pas s'en contenter pour autant.

Miguel Amorós.

Charlas du 19 mars 2005 au centre social anarchiste « La Revuelta » de Saragosse (les Journées d'interrogation sur la ville) et du 21 mars 2005 au « Koldo Michelena » de Saint-Sébastien, organisé par l'Anti-TAV (Journées « Développement ou désastre ? »).

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Miguel Amorós
La ville totalitaire
mars 2005

Texte publié dans *Préliminaires, une perspective anti-industrielle*, éditions de la Roue, 2015. Texte publié dans la revue espagnole *Al Margen* n°53, Valence, printemps 2005. Texte original en espagnol : “La urbe totalitaria”

fr.anarchistlibraries.net